Nations Unies S/PV.8008



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

8008e séance

Jeudi 20 juillet 2017, à 10 h 45

New York

Président :	M. Liu Jieyi	(Chine)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Inchauste Jordán
	Égypte	M. Kandeel
	États-Unis d'Amérique	Mme Sison
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Iliichev
	France	M. Delattre
	Italie	M. Cardi
	Japon	M. Kawamura
	Kazakhstan	M. Sadykov
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Seck
	Suède	M. Skoog
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

17-22305 (F)







La séance est ouverte à 10 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan du Sud à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. El-Ghassim Wane, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, et M. Festus Mogae, Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, à participer à la présente séance.

M. Mogae participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Djouba.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Wane.

M. Wane (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de présenter au Conseil de sécurité le rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud. Je me limiterai à faire le point sur la situation politique et en matière de sécurité depuis la publication du rapport le 18 juillet et ferai part de quelques considérations supplémentaires.

En ce qui concerne le déploiement de la Force de protection régionale et les violations de l'accord sur le statut des forces, je n'ai pas grand-chose à ajouter au rapport qui a été récemment distribué. Toutefois, je voudrais souligner qu'alors que la Force de protection régionale continue de se déployer – nous attendons quelques progrès avec l'arrivée des unités rwandaises et éthiopiennes dans les deux prochains mois –, le processus de paix au Soudan du Sud se heurte toujours à un certain nombre de problèmes. Nous devons en priorité surmonter ces difficultés, si nous voulons tirer le meilleur parti de l'occasion créée par le déploiement de la Force de protection régionale à Djouba et remettre le pays sur la voie de la paix et de la stabilité durables.

Premièrement, je voudrais dire quelques mots sur les conditions de sécurité, qui demeurent extrêmement instables. De toute évidence, le Soudan du Sud a besoin d'un cessez-le-feu efficace et crédible. Depuis que le Gouvernement a déclarer un cessez-le-feu unilatéral en juin, des informations inquiétantes font état d'opérations militaires actives dans l'Équatoria et l'État du Haut-Nil. Le 7 juillet, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a reçu des informations fiables indiquant que l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) avait fait mouvement vers Mathiang dans l'État du Haut-Nil, et que des violents combats s'en sont suivis. Le but de l'offensive semble être de prendre les zones contrôlées par l'opposition jusqu'à Pagak. De même, les affrontements se sont poursuivis entre l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (APLS dans l'opposition) et les forces de l'APLS près de Torit, dans l'Équatoria oriental, où la MINUSS a récemment dû renforcer sa présence en raison de combats intenses dans la zone. De toute évidence, la nature de ces opérations était contraire au cessez-le-feu unilatéral déclaré par le Gouvernement.

Deuxièmement, le Gouvernement a publiquement exprimé son engagement de créer un climat propice au dialogue national, ce qui, bien entendu, doit être salué et encouragé. Dans le même temps, certaines décisions récentes fragilisent ces engagements. Le 17 juillet, on a publié deux décrets présidentiels portant remplacement, dans l'Assemblée législative nationale de transition, de six membres de l'APLS dans l'opposition, proches de Riek Machar, par des membres alliés au Premier Vice-Président Taban Deng Gai, excluant ainsi certainement une circonscription clef du processus de paix.

Le 18 juillet, les sites Web de deux médias importants ont été bloqués après avoir critiqué le Gouvernement, et une fois de plus cela pose des questions à propos du respect de la liberté d'expression. Le 10 juillet, les services nationaux de sécurité ont arrêté le Directeur général de la chaîne d'État South Sudan National Broadcasting Corporation. Nous croyons comprendre qu'il a été libéré, mais tous ces événements mettent en exergue la nécessité que les autorités sud-soudanaises déploient des efforts soutenus pour créer un environnement propice à la conduite d'un dialogue national crédible.

En ce qui concerne le Dialogue national, nous estimons qu'il ne faut ménager aucun effort pour veiller à ce que le processus soit ouvert et transparent, se déroule dans un environnement libre et sûr, débouche sur des résultats clairs qui seront complémentaires de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, et soit fondé sur un consensus politique suffisamment large réunissant toutes les forces

politiques du pays. C'est un facteur essentiel pour faire en sorte que le Dialogue national ne soit pas contesté et rejeté par l'opposition et ne provoque pas d'autres désaccords, affrontements, dissensions ou déplacements dans le pays.

Je tiens à souligner que le Président Mogae, qui dirige la Commission mixte de suivi et d'évaluation, va présenter au Conseil un exposé sur l'état de la mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et le processus de revitalisation dirigé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et approuvé au Sommet de l'IGAD. La réussite de cette initiative dépendra assurément de son acceptation par le Gouvernement et l'opposition et de leur volonté de la mettre pleinement en œuvre. Cette initiative de l'IGAD représente une évolution importante qui doit bénéficier d'un appui international actif, notamment de la part du Conseil de sécurité. J'encourage donc le Conseil de sécurité à exprimer une fois de plus son plein appui au processus mené par l'IGAD et à exhorter tous les acteurs sud-soudanais à y adhérer, car il offre une possibilité véritable de rétablir la paix dans le pays.

Pour conclure, je tiens à souligner l'importance capitale de la cohésion au niveau régional, ainsi que de l'unité entre la région et le reste de la communauté internationale. Il importe également que tous les membres concernés de la communauté internationale transmettent un message clair aux parties sud-soudanaises pour leur faire savoir que le statu quo est inacceptable et intenable. Il est plus que temps de faire évoluer les comportements dans l'intérêt de la population sud-soudanaise, et la recherche de victoires politiques par des moyens violents, qui continue malheureusement de faire payer un lourd tribut au peuple sud-soudanais, ne doit pas être autorisée à perdurer.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Wane de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Mogae.

M. Mogae (*parle en anglais*) : Je remercie le Président du Conseil de sécurité, S. E. M. Liu Jieyi, de m'avoir invité à présenter un exposé au Conseil de sécurité aujourd'hui.

Le Conseil se souviendra que dans le dernier exposé que j'avais présenté en mars (voir S/PV.7906), j'avais souligné que les hostilités contre les civils avaient atteint un niveau sans précédent et qu'elles étaient à l'origine de violations flagrantes des droits de l'homme, de violations du droit international humanitaire, d'une augmentation dramatique du nombre de réfugiés et de personnes déplacées et d'une terrible crise humanitaire dans le pays. Dans ce contexte, j'avais posé les questions suivantes. Comment pouvons-nous arrêter les combats? Comment pouvons-nous empêcher que des personnes meurent de faim, et comment faire en sorte que toutes les parties – communautés et parties prenantes – participent au processus de paix pour favoriser la paix, les secours et l'inclusion?

Immédiatement après cet exposé, mon équipe a conçu et rédigé l'initiative One Voice, un message en 12 points de nous tous à l'intention des dirigeants sud-soudanais, dans lequel nous exigeons la cessation des hostilités et le rétablissement du cessez-le-feu permanent. Ce message reste aussi pertinent aujourd'hui qu'au moment de sa rédaction. Avec l'accord du Président en exercice de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), S. E. M. Hailemariam Dessalegn, le Premier Ministre éthiopien, j'ai engagé une série de vastes consultations soutenues avec tous les acteurs principaux, dans la droite ligne de notre initiative One Voice et en vue de parvenir à la paix.

J'entretiens un dialogue régulier et direct avec le Président de la République du Soudan du Sud, S. E. M. Salva Kiir Mayardit, et le Premier Vice-Président, le général Taban Deng Gai, tout en réitérant constamment notre message de paix, d'action humanitaire et d'ouverture politique. J'ai rencontré et informé les chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD, le Conseil des ministres de l'IGAD, le Président de la Commission de l'Union africaine, S. E. M. Faki Mahamat, et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. J'ai également rencontré S. E. M. Omar Al-Bashir, Président du Soudan, S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'Ouganda, et S. E. M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, pour tenter de trouver un moyen de sortir de la spirale de la violence et de régler la crise humanitaire.

J'invite instamment l'IGAD, l'Union africaine, l'ONU et nos partenaires internationaux à adopter l'initiative One Voice dans le contexte de notre action commune auprès des dirigeants sud-soudanais. J'insiste sur la nécessité que les dirigeants de la région harmonisent leurs messages et leurs actions pour empêcher que la situation au Soudan du Sud continue de se détériorer. Les dirigeants de la région ont exprimé leur profonde préoccupation face à la récente escalade de la violence, aux violations constantes du cessez-le-feu permanent et à l'aggravation de la situation humanitaire dans le pays.

Ils ont souligné que le conflit dans le pays doit être réglé par des moyens politiques, et non militaires. Ils ont exigé une plus grande ouverture du dialogue entre les parties belligérantes.

En Afrique du Sud, j'ai rencontré le Vice-Président de la République sud-africaine, S. E. M. Cyril Ramaphosa, en sa qualité d'Envoyé spécial de l'Afrique du Sud au Soudan du Sud. J'ai également rencontré M. Riek Machar, ancien Premier Vice-Président de la République du Soudan du Sud. Le message que j'ai transmis à M. Machar lui demandait de renoncer à la violence, de déclarer un cessez-le-feu unilatéral et de participer au Dialogue national, ce qu'il a refusé de faire. Toutefois, il a demandé à la région de mettre en place un nouveau processus politique en dehors du Soudan du Sud.

J'ai également pris le temps de rencontrer certaines des principales figures de l'opposition soudanaise qui résident actuellement hors du pays. J'ai rencontré Mme Rebecca Nyandeng Garang de Mabior et d'anciens prisonniers politiques, notamment Pa'gan Amum, Kosti Manibe, M. Majak D'Agoot et M. Cirino Hiteng, ainsi que Lam Akol, Thomas Cirilo, James Oryema et d'autres afin d'entendre leurs doléances. Le message que je leur ai transmis à tous est que ceux qui continuent de se battre doivent s'arrêter immédiatement au nom du pays qu'ils disent tant aimer, et que toutes les parties sérieuses doivent chercher une voie politique permettant de relancer le processus de paix.

Sur le principe, la plupart ont accueilli mon message favorablement. Comme M. Riek Machar, ils ont demandé un cessez-le-feu négocié et fait part de leur volonté de participer à un processus politique crédible hors du Soudan du Sud, qui pourrait à terme mener à leur retour dans le pays et à la mise en œuvre de l'accord de paix. À cet égard, ils ont souligné à quel point il importait que soit déployée la Force de protection régionale. J'espère que, avec détermination qui caractérise nos échanges, nous susciterons un dialogue pacifique, ouvert et transparent, ce qui est impératif si nous voulons mener à bien un processus politique sans exclusive et faire taire les armes.

En conséquence, les chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD, réunis en Sommet extraordinaire à Addis-Abeba le 12 juin, ont décidé, suivant ma recommandation, de convoquer un forum de revitalisation de haut niveau à l'intention des parties à l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, y compris les groupes dissidents, en vue d'examiner les mesures concrètes à prendre pour rétablir le cessez-le-feu permanent, revenir à la mise en œuvre intégrale de l'accord de paix et établir un calendrier de planification et de mise en œuvre révisé et réaliste pour la tenue d'élections démocratiques à la fin de la période de transition.

Nous nous félicitons que les autorités de l'IGAD aient décidé à point nommé de saisir cette occasion pour mettre fin aux combats insensés, revitaliser l'application de l'accord de paix et redonner espoir au peuple sud-soudanais. Revitaliser l'application de l'accord de paix ne signifie pas qu'il sera renégocié. Le forum étudiera les options à même de relancer le dynamisme du processus de paix et d'en rétablir la prééminence. Nous espérons que ce processus de revitalisation sera mené dans un esprit de paix, d'ouverture et de compromis. J'espère que toutes les propositions raisonnables et positives visant à restaurer et renforcer l'application effective de l'accord de paix seront présentées, discutées et dûment examinées au forum. J'encourage toutes les parties et les groupes dissidents à saisir cette occasion pour privilégier l'intérêt du pays, faire des compromis et concilier les positions des uns et des autres, dans l'intérêt de la paix.

Conformément à son mandat, le Conseil des ministres de l'IGAD s'est réuni le 2 juillet et a adopté des directives et une matrice indicative en vue de la convocation, dans les trois mois, du Forum de haut niveau pour la revitalisation. Le processus de revitalisation vise à garantir les consultations les plus larges possibles avec les parties prenantes et à donner lieu à des propositions susceptibles de rendre la mise en œuvre de l'accord de paix plus conciliante, viable et durable.

En définitive, pour que ce processus soit couronné de succès, les parties à l'accord de paix et les groupes dissidents doivent se montrer prêts à faire des compromis et à concilier les positions des uns et des autres sur le plan politique. Une occasion se présente, et nous devons tous la saisir. Je suis convaincu que, si l'IGAD, l'Union africaine, l'ONU et la communauté internationale adoptent une démarche résolue et unifiée, et si les autorités sud-soudanaises coopèrent, nous pourrons regagner le terrain perdu et redonner espoir au peuple sud-soudanais.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Mogae de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Wane et le Président Mogae de leurs exposés.

La situation au Soudan du Sud a donné lieu à de nombreuses promesses. Les autorités sud-soudanaises ont promis qu'elles allaient enfin œuvrer sérieusement en faveur de la paix. Elles ont promis qu'elles allaient permettre que l'aide humanitaire parviennent aux personnes affamées et malades, et que les agents humanitaires ne seraient pas harcelés tandis qu'ils s'efforcent de faire leur travail. Et le Conseil de sécurité attend et attend encore que ces promesses soient tenues. Nous attendons que les choses changent au Soudan du Sud, mais rien ne change dans le pays. La violence continue. D'effroyables atrocités sont signalées si souvent qu'elles en deviennent presque la routine. Les populations continuent de traverser les frontières du Soudan du Sud pour fuir vers les pays voisins. Les soldats de la paix des Nations Unies continuent de se heurter à des obstacles alors qu'ils tentent de s'acquitter de leur mandat de protection des civils. Et les travailleurs humanitaires se voient empêchés d'acheminer une assistance vitale.

Les conditions de vie du peuple sud-soudanais sont pires que jamais auparavant. Le Conseil doit faire en sorte que les parties sur le terrain répondent des promesses qu'elles ne tiennent pas. Parlons d'abord de la violence : le Conseil appelle à un cessez-le-feu au Soudan du Sud depuis que les combats se sont intensifiés il y a plus d'un an. En mai, le Gouvernement a déclaré un cessez-le-feu unilatéral mais, au lieu d'arrêter les combats, les forces gouvernementales ont ouvert de nouveaux fronts. Ces opérations militaires contraignent des milliers de personnes à fuir leurs foyers. Du fait des combats, des dizaines de travailleurs humanitaires ont dû être évacués, et des civils toujours plus nombreux n'ont donc plus accès à aucune aide. C'est une mascarade, une véritable une mascarade.

Le respect d'un cessez-le-feu n'est qu'une des promesses non tenues; la protection des les civils en est une autre. Il y a quelques semaines, les Casques bleus des Nations Unies ont tenté de parvenir jusqu'à un orphelinat, afin de mettre 250 enfants hors de danger. L'ONU ne faisait que son travail, mais les autorités n'ont pas permis le passage de ces soldats de la paix. C'est difficile à croire, et pourtant c'est vrai. Heureusement, après certains délais, l'ONU a finalement réussi à passer, mais des milliers d'autres civils sont hors d'atteinte. Ils restent pris au piège des combats et ne sont pas en mesure de recevoir une quelconque assistance.

L'aide humanitaire a soulagé la famine dans certaines régions du pays, mais la tendance générale est à l'aggravation, et non à l'amélioration. Au Soudan du Sud, la faim a atteint une ampleur sans précédent. Plus de 6 millions de personnes, soit la moitié de la population sud-soudanaise, sont désormais en situation d'insécurité alimentaire grave. Au total, 1,7 million de personnes sont sur le point de mourir de faim parce que les organismes d'aide humanitaire ne parviennent pas jusqu'à elles. D'après les statistiques de l'ONU, le mois de juin a été le pire pour l'accès des travailleurs humanitaires depuis le début de l'année. Bien qu'il ait promis d'arrêter de le faire, le Gouvernement continue de demander aux groupes humanitaires de payer des frais élevés simplement pour continuer à opérer dans le pays. La communauté humanitaire est en mesure d'aider, mais le Gouvernement et les combattants sur le terrain doivent leur permettre de parvenir jusqu'aux personnes dans le besoin.

En bref, un nouveau mois vient de s'écouler sans que la situation s'améliore sur le terrain. En mars, le Conseil a adopté une déclaration présidentielle (S/PRST/2017/4) qui énonçait un certain nombre d'exigences spécifiques. Nous appelions les parties à cesser les combats, à s'engager dans un processus politique et à permettre un accès humanitaire sans entrave, mais quasiment aucune de ces mesures n'a été appliquée. Le Conseil doit être prêt à faire en sorte que les parties répondent de leur inaction et des souffrances que continue d'endurer le peuple sud-soudanais. Le Conseil doit exercer une véritable pression sur les parties pour qu'elles changent de comportement. Cela doit commencer par des sanctions ciblées supplémentaires et un embargo sur les armes. Ces mesures montreraient que le Conseil veut réellement inciter les parties à cesser les combats et à revenir à la table des négociations.

Les États-Unis se félicitent que la région ait nommé un nouvel Envoyé spécial et veuille convoquer un forum de haut niveau pour la revitalisation pour appuyer un cessez-le-feu et un processus politique. Ce forum bénéficie d'un large appui de la part des partenaires internationaux du Soudan du Sud, et a notamment été entériné par l'Union africaine. Malheureusement, cet appui à un nouveau forum montre que les partenaires internationaux ne font pas confiance aux autorités sud-soudanaises pour prendre des mesures concrètes afin

d'honorer leurs obligations en tant que signataires de l'accord de paix de 2015.

Il est grand temps d'agir. Le processus de revitalisation est la dernière chance de sauver l'accord de paix. Les États-Unis espèrent sincèrement qu'il produira des résultats réalistes et constructifs. Si les autorités sud-soudanaises ne participent pas au forum de haut niveau en toute bonne foi et si elles ne respectent pas ses échéances, les États-Unis devront revoir leur position et leurs priorités s'agissant de leur appui à l'accord de paix et aux organes chargés de sa mise en œuvre. En définitive, nous voulons que cette médiation régionale aboutisse et nous devons voir enfin les dirigeants du Soudan du Sud s'y engager de bonne foi. Les Sud-Soudanais méritent d'avoir des dirigeants qui honorent leurs promesses.

Même confrontés aux pires difficultés, la population n'a pas perdu l'espoir de voir quelque chose de meilleur. Il y a une bourgade située à quelques heures de la capitale dont 70 % de la population auraient fui quand les affrontements ont commencé. Mais un petit groupe d'enfants, dont plusieurs orphelins, y sont restés et ont trouvé refuge dans une école catholique locale, où, selon un rapport de l'ONU, 14 enseignants les aident à titre bénévole. « Ne jamais abandonner », telle est la devise de cette école.

Lorsqu'on a demandé à ces enfants ce qu'ils voulaient, l'un deux a répondu tout simplement :

> « Je supplie nos dirigeants de ramener la paix au Soudan du Sud, afin que les enfants sud-soudanais puissent retrouver leur vie d'il y a longtemps ».

Ces enfants font face à d'impossibles défis, et ils n'ont pas abandonné leur rêve de paix pour le Soudan du Sud. Nous non plus. Nous, la communauté internationale, pouvons et devons agir pour faire en sorte que la promesse de paix devienne réalité.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. Wane, et le Président Mogae de leurs exposés. Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer le plein appui du Royaume-Uni à leurs travaux et au travail qu'effectue la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

Normalement, je ne prends pas la parole avant des consultations, mais la terrible situation qui se prolonge au Soudan du Sud m'y oblige.

Il y a deux semaines de cela, les Sud-Soudanais auraient dû célébrer l'indépendance de leur jeune nation. Ils auraient dû célébrer six années de progrès, six années au cours desquelles le pays aurait appris à être autonome. Mais six années se sont écoulées et le Soudan du Sud cherche encore son équilibre. C'est à peine s'il marche à quatre pattes, étouffé par ses dirigeants qui préfèrent travailler pour leurs intérêts plutôt que pour ceux de leurs pays. Leurs six années de règne ont laissé plus de la moitié de la population sans suffisamment de nourriture, 6 millions de personnes dépendant de l'aide humanitaires pour survivre.

Qu'on ne s'y trompe pas: c'est une crise due à l'homme, une crise que les dirigeants ont eu six ans pour régler. Mais, au lieu d'aider, ils ont jeté de l'huile sur le feu. Il suffit pour s'en rendre compte de considérer les combats en cours partout dans le pays entre les forces gouvernementales et celles de l'opposition. À Pagak, par exemple, l'offensive menée par le Gouvernement a déplacé des milliers de civils vers l'Éthiopie. Les travailleurs humanitaires ont été évacués. La situation humanitaire déjà désespérée s'est encore aggravée. Pourtant, lorsqu'on demande au Gouvernement de dire ce qui se passe à Pagak, différentes versions nous sont données par différentes personnes. Certaines disent qu'il n'y a pas eu de violences là-bas. D'autres affirment que l'offensive a été lancée à des fins de légitime défense. Disons-le clairement : il y a de la violence là-bas, et il ne s'agit pas de légitime défense, mais d'une violation flagrante du cessez-le-feu décrété par le Président Kiir il y a à peine quelques mois.

Non content de tromper son peuple et la communauté internationale, le Gouvernement sud-soudanais a systématiquement sévi contre les médias et réduit l'accès à l'information. Vendredi dernier, les fournisseurs d'Internet au Soudan du Sud ont reçu ordre de bloquer les médias avec lesquels le Gouvernement n'est pas d'accord. Le directeur de la télévision publique aurait été arrêté parce qu'il n'aurait pas retransmis le discours prononcé par le Président Kiir à l'occasion de la fête de l'indépendance.

Le Gouvernement affirme qu'il est attaché à la liberté de la presse, mais les mesures qu'il prend disent le contraire. Le Gouvernement sud-soudanais dit une chose et fait son contraire. En juin, nous avons vu que l'aide humanitaire a été bloquée 100 fois, soit, à ce jour, le nombre de fois le plus élevé en un mois en 2017. En outre, les observateurs du cessez-le-feu ont été empêchés à plusieurs reprises par les forces gouvernementales

d'enquêter sur les violences qui auraient eu lieu, ce qui constitue une violation manifeste de l'Accord de paix, et tout ceci, aux dépens des Sud-Soudanais.

Tant que les actions du Gouvernement ne correspondront pas à ses paroles, le Conseil n'aura d'autre choix que de prendre des mesures pour protéger la paix et la sécurité. Pour le Royaume-Uni, cela signifie revenir à la question de l'embargo sur les armes contre le Soudan du Sud. Nous devons tout mettre en œuvre pour arrêter le flux incontrôlé d'armes qui alimentent la violence.

En parallèle, nous devons continuer d'œuvrer avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin d'appuyer son initiative relative à l'organisation d'un forum de haut niveau pour relancer la mise en œuvre de l'accord de paix. La première priorité pour ce faire doit être de mettre fin aux affrontements. Cela requerra un accord négocié de cessez-le feu ou de cessation des hostilités entre un large éventail d'acteurs armés. Cela requerra des initiatives nationales et locales, et nous devons clairement faire comprendre que tout acteur qui bloquerait la paix aura à en subir les conséquences.

Mais, en fait, nous avons déjà dit tout cela auparavant. Dans cette salle même, en mai, (voir S/PV.7950), j'ai dit que nous, membres du Conseil, ne nous acquittions toujours pas de nos responsabilités envers les Sud-Soudanais. Deux mois se sont écoulés et, je le crains, c'est toujours le cas. Les parties continuent de préférer la violence à la paix. Cela ne peut pas continuer. Nous avons une occasion unique de réaliser, avant la fin de la saison des pluies, des progrès significatifs au Soudan du Sud. Si on n'y parvient pas, le conflit au Soudan du Sud entrera dans sa cinquième année. Pour un pays devenu indépendant il y a six ans seulement, cela est tout simplement déchirant.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. Wane, de son exposé qui est, comme toujours, très utile, très équilibré et très éclairant. Nous savons gré aussi au Président Mogae - l'homme sage de notre région et dont nous sommes très fiers - de ses observations et du dévouement avec lequel il s'acquitte de ses difficiles responsabilités dans des conditions problématiques. Nous, à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), lui en sommes redevables.

La détérioration des conditions de sécurité au Soudan du Sud est extrêmement inquiétante pour nous dans la région. Malgré l'instauration par le Président Salva Kiir d'un cessez-le-feu unilatéral, ce dont nous nous félicitons, les combats se sont poursuivis sans relâche dans plusieurs parties du pays, avec des conséquences dévastatrices pour la population civile. La récente escalade du conflit dans l'État du Haut-Nil et la déclaration de l'état d'urgence dans quatre États révèlent la détérioration de la situation.

La cessation des hostilités et de la violence dans le pays est vraiment une question urgente et prioritaire si nous voulons atténuer les souffrances des Sud-Soudanais, qui endurent tant et depuis trop longtemps. Cela créerait un environnement dans lequel il serait possible de remédier à la difficile situation humanitaire, notamment en facilitant l'accès humanitaire. Le grand nombre d'incidents et d'obstacles rencontrés par les organismes humanitaires, notamment l'assassinat de travailleurs humanitaires et le refus d'accès pour l'acheminement des fournitures humanitaires, continuent d'être problématiques et doivent être source de vive préoccupation. Nous appelons les parties à prendre d'urgence des mesures pour autoriser un accès sans entrave aux populations affectées.

Nous appelons aussi la communauté internationale à redoubler d'efforts de toute urgence pour fournir une assistance humanitaire qui peut sauver des vies et atténuer les souffrances des Sud-Soudanais. Des incidents commis par les deux parties en violation du cessez-le-feu et des dispositions transitoires de sécurité auraient empêché les équipes du Mécanisme de surveillance de s'acquitter de leurs tâches.

Autant nous apprécions cet effort, autant il est extrêmement difficile de parler de dialogue politique inclusif alors que les affrontements se poursuivent partout dans le pays. C'est pourquoi toutes les parties doivent renoncer immédiatement à la violence et prendre d'urgence des mesures conjointes pour cesser toutes les hostilités.

Comme l'IGAD l'a réitéré, la mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix de 2015 reste la seule voie viable à suivre pour mettre fin au conflit et rétablir la paix et la sécurité au Soudan du Sud. L'absence de progrès significatifs dans la mise en œuvre de l'Accord est en fait source de vive préoccupation; il faut donc relancer le processus de paix afin de veiller à sa pleine mise en œuvre grâce à une plus grande ouverture, au pardon et à la réconciliation.

C’est dans ce contexte que le Sommet de l’IGAD a décidé de convoquer d’urgence un forum de haut niveau pour la revitalisation de l’accord de paix, regroupant les parties à l’accord et les groupes dissidents, afin d’examiner des mesures concrètes permettant de rétablir un cessez-le-feu permanent, d’appliquer pleinement l’accord de paix et d’établir un calendrier révisé et réaliste et un plan de mise en œuvre menant à des élections démocratiques à la fin de la période de transition.

Des directives claires et un plan de mise en œuvre pour la tenue de ce forum ont été approuvés à la cinquante-septième session extraordinaire du Conseil des ministres de l’IGAD. Le Conseil des ministres de l’IGAD et les chefs d’état-major se réuniront bientôt à Djouba, conformément à ce plan et ces directives. D’ailleurs, le Conseil des ministres se rendra à Djouba, lundi prochain, et il serait approprié que le Conseil de sécurité appuie fermement cet effort. Le Conseil doit appuyer sans réserve ces efforts régionaux et envoyer un message ferme et unifié à toutes les parties au Soudan du Sud pour les encourager à s’engager sérieusement et de manière constructive dans le processus de paix. Nous réaffirmons l’importance de maintenir l’unité de vues entre l’IGAD, l’Union africaine et l’ONU, y compris le Conseil de sécurité, dans la quête d’une paix, d’une sécurité et d’une stabilité durables au Soudan du Sud.

Ainsi qu’il l’a fait tout à l’heure, le Président Mogae nous exhorte depuis un certain temps à nous laisser guider par le principe d’une seule voix, c’est-à-dire que nous devrions tous parler d’une seule voix. Cela pourrait en fait être la panacée dont nous avons besoin pour progresser sérieusement sur la voie de la paix au Soudan du Sud : une seule voix, une seule action. Parfois, la réponse se trouve dans la simplicité, dans ce qui est manifestement le moins compliqué.

À cet égard, je voudrais ajouter qu’il n’y a pas de substitut viable aux efforts que mène l’IGAD en coordination avec l’Union africaine et l’ONU. Dans la région de l’IGAD, nous demeurons plus que jamais résolus à coopérer avec l’Union africaine et l’ONU pour instaurer une paix durable au Soudan du Sud. Cette détermination est reflétée dans la décision prise récemment au Sommet de l’IGAD par le Conseil des ministres, réaffirmant la ferme volonté de la région de travailler en étroite collaboration avec l’Union africaine et l’ONU dans le cadre de ses efforts de revitalisation. L’Union africaine, à la vingt-neuvième session ordinaire de sa Conférence, a également entériné ces efforts régionaux, et notamment la convocation du forum de haut niveau visant à relancer l’accord de paix. Nous appuyons ces efforts de coordination et de collaboration entre l’IGAD, l’Union africaine et l’ONU et appelons à l’intensification de ces efforts. Je réaffirme de nouveau le principe d’une seule voix.

Enfin, quoi que nous, membres de la région, et le reste de la communauté internationale puissions faire dans le cadre des efforts que nous déployons pour relever le défi considérable auquel le Soudan du Sud est confronté, le succès du processus de relance dépendra dans une large mesure de la volonté de toutes les parties. Aussi espérons-nous que toutes les parties sud-soudanaises se montreront à la hauteur de ce défi et œuvreront au rétablissement de la paix par le biais d’un dialogue et d’une réconciliation véritables.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je m’associe aux autres orateurs pour remercier M. Wane et M. Mogae de leurs exposés respectifs.

Comme cela a été souligné dans cette salle le mois dernier (voir S/PV.7982), six années se sont écoulées depuis que le Soudan du Sud a déclaré son indépendance, mais il y a eu très peu de raisons de célébrer, étant donné que le pays est encore plongé dans une crise profonde, avec 6 millions de Sud-Soudanais en situation d’insécurité alimentaire et des millions d’autres qui ont été déplacés de leurs foyers des suites du conflit armé.

Je vais être très bref, car certains collègues qui ont pris la parole avant moi ont analysé plusieurs des points que nous allions mentionner, comme, par exemple, ce qui a été dit par l’Ambassadrice Sison concernant la suite sans fin d’engagements qui n’ont pas été respectés au cours des derniers mois, et les frustrations face aux obstacles que le Gouvernement sud-soudanais continue d’imposer au fonctionnement des forces de l’ONU. En outre, comme le soulignait récemment l’Ambassadeur Rycroft, nous sommes absolument convaincus que cette crise est exclusivement le fait d’un conflit d’ambitions personnelles entre deux dirigeants politiques du pays, qui ont placé au-dessus des besoins de leurs citoyens leurs propres ambitions de pouvoir ou leur souhait de se hisser au pouvoir. Quel contraste avec l’exemple de la Colombie et ses efforts dans le cadre de son processus de paix! Quel contraste entre ceux qui ont le courage de miser sur la paix et d’autres qui ne font que continuer à jouer à la guerre pour rechercher des avantages strictement personnels! C’est vraiment affligeant.

Heureusement, au milieu de tout cela, nous devons reconnaître les efforts inlassables déployés par l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Commission mixte de suivi et d'évaluation pour essayer de relancer le processus politique. Cela dit, aucun effort du Conseil de sécurité, de l'Union africaine ou de l'IGAD ne sera couronné de succès si les dirigeants politiques du Soudan du Sud ne s'engagent pas à répondre aux besoins de leur population.

M. Delattre (France) : Je remercie la présidence chinoise pour l'organisation de cette réunion importante. Je tiens également à remercier le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. El-Ghassim Wane, ainsi que le président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, le Président Festus Mogae, pour leur engagement et leurs interventions très éclairantes. Je souhaiterais mettre l'accent sur deux points plus particuliers.

En premier lieu, notre mobilisation est plus nécessaire que jamais face aux souffrances qu'endurent toujours davantage les civils. Malgré la saison des pluies, les combats se poursuivent au Soudan du Sud, avec leurs conséquences toujours dramatiques pour les populations civiles. Les récents affrontements autour de Pagak ont conduit de nouvelles populations à fuir leurs foyers, grossissant encore davantage les flux de déplacés et de réfugiés. La situation humanitaire reste catastrophique. Certes, l'état de famine a été levé dans certaines zones du pays, mais le spectre de la famine et de la malnutrition plane toujours sur de trop nombreux civils, et les femmes et les enfants, comme toujours, en sont les premières victimes.

Dans ce contexte, je tiens à saluer l'action de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), qui a su adopter une posture robuste pour remplir son mandat de protection des civils. Nous l'appelons à poursuivre dans ce sens. Cependant, les entraves inacceptables à son action et à celle des travailleurs humanitaires restent trop nombreuses : la France les condamne avec force.

La responsabilité première de la protection des populations civiles incombant au Gouvernement sud-soudanais, nous appelons celui-ci à tout faire pour assurer une bonne coopération avec la MINUSS et faciliter l'accès des organisations et travailleurs humanitaires. Cela implique notamment de favoriser leur accès dans toutes les zones où les civils sont menacés.

Il faut également que la Force de protection régionale puisse enfin se déployer pleinement, près d'un an après son établissement. Nous saluons les derniers développements positifs à cet égard, mais les défis et points de blocage restent nombreux et doivent être réglés.

Le Conseil doit également prendre ses responsabilités. Nous devons obtenir qu'une cessation des hostilités soit conclue et mise en œuvre le plus rapidement possible. Nous devons aussi continuer à envisager sérieusement les moyens de faire baisser le niveau de violence dans le pays. La France considère depuis longtemps qu'un embargo sur les armes y contribuerait.

J'en viens à mon deuxième point : les signaux encourageants sur le plan politique doivent, avec notre appui, se développer et se concrétiser.

Certains développements récents sur le plan politique offrent des raisons d'espérer que de réels progrès politiques puissent se réaliser. Nous saluons en particulier la mise en place lors du Conseil des ministres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le 2 juillet dernier, de modalités et d'un calendrier pour la mise en œuvre du forum de revitalisation de haut niveau pour l'accord de paix au Soudan du Sud. Cette décision doit permettre de nourrir les efforts actuels de relance du processus politique.

Nous saluons également l'action des différents acteurs en soutien du processus politique. Nous saluons l'action de l'Envoyé spécial de l'IGAD, du Haut-Représentant de l'Union africaine, de l'Envoyé spécial du Secrétaire général et du Président Mogae, ainsi que de l'Ouganda et du Kenya, dont les initiatives doivent pouvoir permettre de faire avancer la paix. La France soutient l'action de tous ces acteurs, dont la bonne coordination est une condition centrale pour assurer son efficacité.

Il est dès lors urgent que cette mobilisation puisse permettre de faire avancer la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015, qui reste la pierre angulaire du processus politique. Le Dialogue national doit être réellement inclusif pour insuffler une dynamique positive et durable.

Nous ne devons pas non plus perdre de vue l'impératif de la lutte contre l'impunité et le caractère indispensable de la reddition de comptes pour ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme. Ceci passe par l'établissement sans délai du Tribunal mixte, dans lequel l'Union africaine joue un rôle moteur.

L'été 2015 avait été celui de l'espoir, avec la signature de l'accord de paix. L'été 2016 avait été celui de la désillusion et de la violence, avec la crise à Djouba en juillet. Cet été doit impérativement être celui des progrès durables. Nous le devons aux populations du pays, qui n'ont que trop souffert.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier le Sous-Secrétaire général Wane et le Président Mogae pour les exposés très complets qu'ils ont présentés au Conseil ce matin.

La situation politique, sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud demeure profondément préoccupante. Le conflit en cours continue d'avoir un impact profond sur la population sud-soudanaise, près de 2 millions de personnes ayant fui le pays et la moitié de la population restante ayant besoin d'aide. Comme on l'a déjà dit, une solution politique est le seul moyen de résoudre le conflit et de mettre fin à la souffrance des populations. Il faut donc intensifier et encourager les efforts à cet effet.

À cet égard, nous accueillons avec satisfaction les récentes initiatives entreprises par les voisins du Soudan du Sud, et notamment la décision de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) de convoquer un forum de revitalisation de haut niveau ainsi que l'approbation par le Conseil des ministres de l'IGAD d'un calendrier détaillé pour la mise en œuvre de cette décision. Ce forum devrait aider les parties à progresser vers un cessez-le-feu permanent et un processus politique crédible. Nous nous félicitons également des efforts déployés par l'Ouganda et le Président Museveni, ainsi que par l'Union africaine, pour soutenir le processus. La volonté de l'IGAD d'associer toutes les parties, y compris les groupes réfractaires et d'autres parties prenantes, est particulièrement importante. Je voudrais saisir cette occasion pour souligner la nécessité de renforcer le rôle et la participation des femmes dans ce processus.

Dans le même temps, nous sommes profondément préoccupés par le fait que, malgré ces efforts régionaux et les déclarations répétées du Président Kiir annonçant un cessez-le-feu unilatéral, nous continuons à recevoir des informations faisant état d'intenses combats. Les affrontements récents près de Pagak et Torit sont particulièrement inquiétants et montrent que l'Armée populaire de libération du Soudan a lancé de nouvelles opérations offensives, remettant en cause la volonté politique de trouver une solution pacifique. Nous appelons toutes les parties à déposer immédiatement les armes et à respecter le cessez-le-feu, comme le Conseil l'a demandé avec insistance à maintes reprises. Certes il s'agit avant tout d'un impératif humanitaire, mais il ne pourra jamais y avoir de processus politique véritable tant qu'il n'est pas mis fin aux combats, ainsi que les représentants de l'Éthiopie et d'autres pays l'ont souligné ce matin.

Face à ces derniers développements, il est essentiel que le Conseil de sécurité reste uni et œuvre à l'intensification des efforts régionaux. Nous avons demandé la fin de la violence et de l'impunité; un accès humanitaire accru; la possibilité pour la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) de faire son travail; et l'appui à la mise en œuvre de l'accord de paix. Il doit être clair que nous entendons donner suite à nos décisions.

Nos efforts doivent également continuer d'être bien coordonnés avec ceux de la région. Nous attendons avec intérêt la visite du Conseil des ministres de l'IGAD à Djouba la semaine prochaine. Ce sera une occasion importante d'évoquer avec les parties la nécessité d'adhérer immédiatement au cessez-le-feu, de faciliter l'accès humanitaire et de s'engager dans un processus politique véritable. La séance d'aujourd'hui montre clairement que la délégation de l'IGAD a notre plein appui et notre entier soutien.

La situation humanitaire, en particulier sur le plan de la sécurité alimentaire, continue de s'aggraver. Pendant ce temps, l'accès humanitaire est de plus en plus restreint, avec une centaine d'incidents liés à l'accès humanitaire signalés en juin, le nombre le plus élevé enregistré en l'espace d'un mois jusqu'à présent cette année, comme d'autres l'ont déjà dit. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour l'aide humanitaire et l'accès humanitaire doit rester une priorité absolue.

Nous félicitons la MINUSS d'avoir réagi rapidement pour protéger les civils au Soudan du Sud. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2017/505), les femmes, les filles et les enfants sont les principales victimes de cette crise. Nous encourageons la MINUSS à continuer de prendre les devants pour protéger ceux qui sont particulièrement vulnérables, et notamment lutter contre la violence sexuelle et sexiste. Nous félicitons le Représentant spécial Shearer d'encourager le Gouvernement à rendre opérationnel le guichet unique proposé pour que la MINUSS puisse fonctionner efficacement et appelons le Gouvernement à mettre rapidement en place ce mécanisme.

Plus on laisse ce conflit se prolonger, plus le chemin du relèvement, de la réconciliation et de la paix sera difficile. Le leadership manifesté par les acteurs régionaux mérite notre soutien actif, car voilà trop longtemps qu'un effort uni, volontaire et énergique est nécessaire.

M. Inchauste Jordán (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la délégation chinoise pour l'organisation de cette séance d'information, car le Conseil de sécurité se doit de continuer à suivre de très près la situation au Soudan du Sud. Nous remercions également le Sous-Secrétaire général El-Ghassim Wane des informations qu'il nous a fournies aujourd'hui. Nous saluons son travail et celui de son équipe, travail qu'ils accomplissent dans le contexte très difficile qui caractérise actuellement le plus jeune pays du monde. Nous adressons un salut particulier à M. Festus Mogae, Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation. La Bolivie lui renouvelle son appui et sa reconnaissance pour le travail qu'il effectue.

En janvier 2011, à plus de 98 %, les habitants du Sud-Soudan ont opté pour l'indépendance, indépendance qui est devenue une réalité le 9 juillet de la même année. Aujourd'hui, malheureusement, six ans après avoir accédé à l'indépendance, l'unité qu'avaient manifestée les Sud-Soudanais s'est envolée.

La République du Soudan du Sud est confrontée à une crise économique, politique, sécuritaire et humanitaire qui continue d'empêcher de nombreux habitants de voir se concrétiser les objectifs qui avaient sous-tendu leur lutte pour l'indépendance. La Bolivie souhaite que le peuple frère sud-soudanais puisse jouir de la paix et du développement qu'il est en droit d'attendre et qu'un pays doté d'un tel potentiel devrait pouvoir lui offrir.

Nous prenons note du message de conciliation délivré par le Président Salva Kiir à l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance. Il a déclaré que la guerre n'était pas une option et invité ceux qui ne l'avaient pas encore fait à rejoindre le cessez-le-feu.

La première étape vers la paix est de cesser les hostilités. Nous devons continuer de travailler en ce sens, et la communauté internationale doit soutenir les efforts qui ont été faits récemment à cet égard. Cependant, ce sont les Sud-Soudanais eux-mêmes qui doivent diriger le processus, et l'engagement total de tous les acteurs est vital. Les divisions internes et les rivalités, tant au sein du Gouvernement que dans l'opposition, doivent être mises de côté. Par-delà les divergences au sujet de qui gouverne et qui voudrait gouverner, le bien-être des habitants du pays doit toujours être l'objectif principal.

La deuxième étape consiste à rétablir et à relancer le processus politique. La mise en œuvre de l'Accord de 2015 reste essentiellement la marche à suivre. L'ouverture et le dialogue véritable sont des éléments fondamentaux. Comme l'a dit l'Envoyé spécial, M. Haysom, lors d'un exposé précédent – et nous saisissons cette occasion pour lui réitérer notre appui – il existerait un accord entre les groupes d'opposition et le Gouvernement. À cet égard, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a un rôle très important à jouer. Nous attendons avec intérêt la convocation du Forum de haut niveau pour la revitalisation de l'Accord de 2015. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la nomination de l'Ambassadeur Ismail Wais comme Envoyé spécial de l'IGAD pour le Soudan du Sud et l'assurons de notre appui inconditionnel à ses travaux.

La Bolivie tient à réaffirmer son appui aux efforts régionaux dans la recherche d'une solution à cette situation. Comme l'indique le communiqué de l'IGAD du 2 juillet, l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et les autres partenaires de l'IGAD doivent appuyer les efforts visant à revitaliser l'Accord. Il est donc important de mettre en exergue les efforts déployés par le Président Mogae pour relancer le processus politique. Ses recommandations seront très importantes pour le forum convoqué par l'IGAD.

Par ailleurs, nous notons que la situation de famine dans le pays est sous contrôle. Nous apprécions au plus haut point les efforts considérables déployés par les travailleurs humanitaires et par la Mission des Nations Unies en Soudan du Sud (MINUSS) en la matière, mais il reste encore beaucoup à faire. Les derniers chiffres publiés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires indiquent que 6 millions de personnes – 50 % de la population – auront besoin d'une aide alimentaire ce mois-ci. Il sera essentiel de veiller à ce qu'il existe un accès sans entrave et sûr à l'aide humanitaire et à la MINUSS.

S'agissant du déploiement de la Force de protection régionale, nous saluons les progrès réalisés par les bataillons de génie et de déploiement rapide, dont nous espérons qu'il s'achèvera ce mois-ci. Nous encourageons la MINUSS et le Gouvernement à oeuvrer de concert pour atteindre cet objectif. L'aide que la Force de protection régionale peut apporter à la

MINUSS est très nécessaire actuellement pour garantir la protection des civils. Par exemple, les améliorations en matière de sécurité dans les zones rurales sont liées au développement agricole, ce qui est important pour accroître la production économique, et la production agricole en particulier, afin de lutter contre la famine et d'améliorer les conditions de vie des Sud-Soudanais. À cet égard enfin, il convient de souligner le travail important réalisé par la MINUSS, qui a intensifié ses patrouilles sur le terrain. Nous apprécions les mesures que prend la Mission pour améliorer l'efficacité de ses efforts.

M. Cardi (Italie) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier le Sous-Secrétaire général, M. Wane, et le Président Mogae de leurs exposés.

La situation sur le terrain reste très inquiétante. La moitié de la population du Soudan du Sud a besoin d'une aide, alimentaire ou autre. Les autorités sud-soudanaises continuent de violer l'Accord sur le statut des forces, procédant notamment à l'arrestation et à la détention arbitraire de membres du personnel de la Mission des Nations Unies an Soudan du Sud (MINUSS). Malgré les engagements pris pour autoriser un accès humanitaire sans entrave, il y a eu un nombre croissant d'attaques contre le personnel humanitaire. La situation des droits de l'homme se dégrade également, 250 enfants étant coincés entre les parties belligérantes et les arrestations de journalistes ne cessant d'augmenter, pour ne citer que deux exemples. Bien que le Gouvernement ait annoncé un cessez-le-feu unilatéral, les combats font rage. Dans ce contexte, je tiens à saluer le Soudan qui a offert d'autoriser pendant un an l'acheminement de l'aide aux réfugiés sud-soudanais après l'ouverture des couloirs humanitaires, preuve de l'esprit constructif manifesté par Khartoum dans cette crise.

Nous réaffirmons notre ferme conviction que la seule solution à cette crise est une solution politique, une position que nous avons adoptée lors de précédentes séances du Conseil, par la voie bilatérale et en tant que Coprésident du Forum des partenaires du Sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) tenu le 12 juin. Il est également clair pour nous tous que, sans la collaboration des membres de l'IGAD, il ne peut y avoir de paix au Soudan du Sud. De concert avec l'Union africaine et l'ONU, l'IGAD est l'organisation qui peut et doit élaborer un volet politique pour un dialogue sans exclusive entre les parties au conflit au Soudan du Sud. C'est pourquoi nous apprécions vivement l'intensité croissante de son action diplomatique ces dernières semaines.

Le communiqué du Sommet ministériel de l'IGAD du 2 juillet est un pas important dans cette direction. Nous convenons également avec le Secrétaire général que le déploiement de la Force de protection régionale à Djouba, qui procède lentement, aidera la Mission à se concentrer plus efficacement sur d'autres régions du pays. Nous appelons donc les autorités sud-soudanaises à faciliter son déploiement rapide.

Mais cela ne sera pas une panacée. Ce sont les dirigeants sud-soudanais qui doivent négocier la paix. Ils ont la responsabilité de mettre fin au conflit et de nourrir et de protéger leur population, sinon ils auront à répondre de leur inaction. À cet égard, la mise en place d'un tribunal mixte doit être accélérée.

Enfin, l'Italie continuera à travailler sur deux fronts. Au niveau politique, nous nous efforcerons dans chaque enceinte possible de favoriser une solution à la crise, en commençant par les parties prenantes au Soudan du Sud, notamment la société civile et les acteurs régionaux. Sur le plan humanitaire, nous allons fournir une aide et des programmes de financement afin de répondre aux situations d'urgence dans le pays. Nous attendons également avec intérêt d'entendre le Secrétaire général adjoint, M. Lacroix, qui est actuellement en visite dans la région, et nous espérons que, lors du prochain sommet ministériel de l'IGAD le 24 juillet, la voie de communication indirecte qui a été rouverte entre les dirigeants sud-soudanais permettra de relancer le processus.

M. Iliichev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général, M. Wane, de son exposé détaillé. Nous sommes également reconnaissants au Secrétaire général pour l'évaluation équilibrée qu'il a fournie à nouveau dans son rapport mensuel, et remercions le Président Mogae de sa déclaration détaillée.

Nous partageons l'opinion que la situation ne pourra être stabilisée au Soudan du Sud que par un cessez-le-feu durable et le lancement d'un processus de réconciliation nationale ouvert à tous. La crise au Soudan du Sud a déjà eu de graves conséquences humanitaires. Les pires effets de son escalade ont frappé la sous-région, ce qui a entraîné une augmentation considérable de l'afflux de réfugiés dans les pays voisins. À cet égard, nous tenons à souligner l'attitude constructive adoptée par les voisins du Soudan du Sud, en particulier le

Soudan, pour aider à atténuer la situation humanitaire. En outre, nous ne pensons pas qu'il soit juste d'imputer la violence actuelle exclusivement à Djouba, qui avait déjà annoncé un cessez-le-feu unilatéralement. Il est indispensable que l'opposition prenne des mesures similaires. Nous continuons de penser que la menace de sanctions ne permettra pas de résoudre la crise, et qu'au contraire, elle peut l'aggraver – un point de vue qui coïncide avec celui de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et des autres pays de la région.

Nous notons que les unités d'avant-garde de la Force de protection régionale ont commencé à se déployer au Soudan du Sud en mai. Nous supposons que l'IGAD et le Secrétariat de l'ONU continueront de travailler avec les autorités du Soudan du Sud sur des modalités mutuellement acceptables pour cette opération. Nous tenons à souligner que Djouba a maintenu sa position constructive sur la question de la Force de protection régionale, comme en témoigne la décision du Gouvernement de fournir des terrains pour ses bases. Nous exhortons le Soudan du Sud et les pays qui fournissent des contingents à travailler ensemble pour permettre à la Force de protection régionale de parvenir à un état de préparation opérationnelle.

Nous espérons le succès du dialogue national lancé en mai par le Président Kiir, avec la participation de tous les groupes ethniques, des acteurs politiques et de la population, pour parvenir à la réconciliation nationale et mettre fin au conflit au Soudan du Sud, et nous appelons tous les intéressés à lui accorder leur plein appui. Nous tenons à souligner les efforts personnels du Secrétaire général António Guterres dans ce domaine, et nous nous félicitons des efforts coordonnés déployés par les acteurs régionaux pour faciliter un règlement au Soudan du Sud. Nous ne devons pas non plus manquer de mentionner l'initiative lancée au Sommet de l'IGAD en juin pour la relance de l'Accord de paix au Soudan du Sud et des efforts des acteurs régionaux pour la mettre en œuvre.

Nous espérons vivement que les contacts organisés sous médiation ougandaise entre les parties sud-soudanaises porteront également leurs fruits. Dans le même temps, nous voudrions mettre en garde contre un excès d'optimisme. Le processus politique n'en est qu'à ses balbutiements. Il faut encore beaucoup travailler pour rapprocher les positions des parties et rechercher des compromis. Nous espérons que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et l'IGAD démontrera son efficacité.

M. Sadykov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier le Sous-Secrétaire général Wane et le Président Mogae de leurs exposés complets et très éclairants. Ma délégation voudrait faire les observations et recommandations suivantes.

Nous sommes fortement préoccupés par le fait que, malgré le cessez-le-feu unilatéral déclaré par le Gouvernement provisoire en mai, l'Armée populaire de libération du Soudan poursuit ses combats.

Il est tout aussi alarmant que les incidents liés à l'accès humanitaire et la violence contre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et le personnel humanitaire aient fortement augmenté, entraînant un accroissement du nombre de personnes déplacées. Ces actes d'hostilité minent les efforts déployés par le Gouvernement provisoire et la Commission mixte de suivi et d'évaluation pour faciliter le processus de paix et aggravent davantage les conditions humanitaires et de sécurité.

À cet égard, nous demandons instamment à toutes les parties au conflit de cesser immédiatement les hostilités, en particulier dans l'Équatoria et la région du Haut-Nil. Nous exhortons également toutes les parties à cesser les attaques contre les travailleurs humanitaires, de sorte que l'accès aux zones touchées par la famine ne soit pas affecté. Nous demandons aussi que les membres du personnel de la MINUSS ne soient pas victimes d'arrestations ou de détentions arbitraires.

Nous saluons la récente décision de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) de convoquer un forum pour la revitalisation, qui réunira toutes les parties. Il permettra aux parties de discuter des moyens de mettre effectivement en œuvre l'accord de paix et de préparer les prochaines élections démocratiques. Nous espérons que les résultats de ce forum permettront de jeter les bases nécessaires pour aider à mettre en place des institutions publiques stables. Parallèlement, nous devons veiller à ce que le Dialogue national lancé en mai soit véritablement ouvert et transparent. Afin de réaliser de véritables progrès sur le plan politique, nous exhortons le Gouvernement provisoire à faire preuve de volonté politique et à s'engager de manière constructive aux côtés de l'ONU et des acteurs régionaux.

Il est nécessaire de renforcer la coopération et l'assistance de l'Organisation des Nations Unies,

de l'Union africaine, de l'IGAD, du Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, des dirigeants des pays voisins et des autres partenaires internationaux. Seuls des efforts coordonnés et concertés apporteront la paix et la stabilité tant attendues au Soudan du Sud. Nous sommes fermement convaincus que le Gouvernement doit rapidement affecter le personnel pour rendre opérationnelle la proposition de guichet unique, ce qui permettrait de libérer les opérations de la Mission et la circulation des patrouilles de la MINUSS.

Nous tenons à rendre un hommage sincère au personnel de la MINUSS et au Représentant spécial pour le Soudan du Sud, M. Shearer, pour le travail qu'ils effectuent alors que les conditions sont si difficiles sur place.

Pour terminer, le Kazakhstan appuie pleinement les efforts concertés de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine et de l'IGAD. Nous travaillerons avec le Conseil et les principaux acteurs pour trouver une solution durable au conflit au Soudan du Sud, qui doit rester en tête de nos priorités.

M. Seck (Sénégal) : Le Sénégal n'a pas l'habitude de faire des déclarations quand, après une séance d'information, il va y avoir des consultations.

Mon propos sera donc très bref, pour saluer et remercier M. El-Ghassim Wane, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, ainsi que S. E. le Président Festus Mogae, pour leurs interventions éclairantes. Mon propos se limitera également à poser une question.

Puisque nous sommes tous d'accord sur le constat, que faut-il que nous fassions, nous, Conseil de sécurité? Puisque nous proclamons tous qu'il faut une coordination entre la sous-région qu'est l'Autorité intergouvernementale pour le développement, entre la région qu'est l'Union africaine et les Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité? Je pose la question, pour que tout à l'heure, quand nous irons en consultation, le Conseil de sécurité puisse enfin prendre les mesures qui s'imposent.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je m'associe à mes collègues pour remercier les intervenants d'aujourd'hui de leurs exposés utiles. J'ai trois brèves remarques à mettre en relief.

Premièrement, la situation en matière de sécurité est, c'est le moins qu'on puisse dire, extrêmement préoccupante. L'Ukraine condamne vigoureusement les affrontements armés qui ont eu lieu lundi dans le Gogrial entre les communautés locales. Un différend lié au bétail a dégénéré en un véritable combat armé, au cours duquel plusieurs personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées. Cela ne fait que souligner le fait que la situation au Soudan du Sud demeure extrêmement précaire, même dans des zones qui étaient précédemment considérées comme paisibles. Nous avons pris note du fait que, à la suite de cet incident, le Président Kiir a déclaré un état d'urgence de trois mois dans plusieurs zones du pays. Il a également ordonné la création d'une commission d'enquête. Il importe de veiller à ce que les personnes impliquées dans les meurtres répondent de leurs actes.

Nous sommes tout aussi préoccupés par les rapports récents indiquant que des troupes gouvernementales font mouvement vers le bastion de l'opposition à Pagak. Des affrontements armés entre les deux parties dans plusieurs quartiers de la ville ont déjà poussé des milliers de civils à fuir de chez eux.

Quant à mon deuxième point, qui porte sur le processus politique, nous suivons de près les consultations en cours dans la région sur la manière de faire progresser la paix au Soudan du Sud. Nous saluons la conclusion de la récente session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement sur le Soudan du Sud, qui a adopté des directives pour diriger la revitalisation de l'Accord sur le règlement du conflit dans la République du Soudan du Sud ainsi que la feuille de route pour la mise en place du Forum de haut niveau pour la revitalisation.

Ce n'est pas la première fois que nous attendons des parties qu'elles fassent, une fois pour toutes, la preuve de leur volonté sincère de parvenir à un accord sur le rétablissement du cessez-le-feu permanent, et entament les préparatifs, assortis d'un calendrier réaliste, pour la tenue d'élections démocratiques. À moins que ce processus ne soit ouvert à tous, il n'a aucune chance d'aboutir.

Mon dernier point concerne la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Nous déplorons le fait que les entraves au travail de la MINUSS et des organisations humanitaires se poursuivent. Ces obstacles nuisent à la capacité de la Mission de s'acquitter efficacement des tâches cruciales que lui a confiées le Conseil de sécurité. La Mission et les acteurs humanitaires doivent bénéficier d'un libre accès aux zones touchées afin de pouvoir aider les personnes qui en ont besoin, en particulier dans les

régions concernées par les récents affrontements armés. L'Ukraine reste convaincue que le Conseil de sécurité doit parler d'une seule voix. Il doit rester engagé avec le Gouvernement sud-soudanais, tant collectivement qu'au niveau bilatéral, afin de supprimer les obstacles auxquels se heurtent les opérations de la MINUSS et le déploiement de la Force de protection régionale. Il ne fait aucun doute pour nous que ce déploiement est dans l'intérêt supérieur du Gouvernement s'il veut véritablement la paix dans le pays.

M. Kawamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier M. Wane et le Président Mogae de leurs exposés complets, qui nous ont mis au courant de l'évolution de la situation au Soudan du Sud.

Le Japon voudrait exprimer sa profonde inquiétude face à la situation sur le terrain, en particulier l'avancée sur Pagak de l'Armée populaire de libération du Soudan. Cette offensive sape le cessez-le-feu unilatéral déclaré par le Président Kiir et contredit ce qu'il a déclaré le jour de l'indépendance, à savoir que la guerre n'est pas une option. Nous appelons le Gouvernement aussi bien que l'opposition à la retenue. Il est également inquiétant que les résidents et les travailleurs humanitaires évacuent, une fois de plus, l'État du Haut-Nil en raison de la progression de l'armée vers Pagak. Il faut impérativement activer le mécanisme du Comité de haut niveau chargé de superviser les activités humanitaires pour améliorer l'accès humanitaire.

Le Japon est encouragé par le fait que l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) travaille actuellement avec l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale pour relancer l'accord de 2015 en associant des groupes auparavant exclus. Le Gouvernement sud-soudanais est également en train de se préparer en ce sens dans la perspective de la prochaine réunion ministérielle de l'IGAD. Le Conseil doit s'unir pour exhorter toutes les parties à participer de manière constructive à ce processus afin que, sur la base de ces efforts collectifs, le forum de revitalisation prévu pour septembre aboutisse à un résultat positif.

Le dialogue national lancé récemment est tout aussi important. Nous saluons le travail accompli par le Comité directeur de l'initiative de dialogue national, en particulier les efforts qu'il déploie pour communiquer avec les parties à l'extérieur du Soudan du Sud, ainsi qu'avec les organisations locales dans le pays. Le dialogue national exige de renforcer la confiance et de mener des activités de réconciliation au niveau local. Le Japon travaille en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement en appuyant les efforts locaux visant à améliorer la transparence et la crédibilité afin que le dialogue national soit véritablement ouvert à tous.

Le dialogue national exige également de créer un environnement propice à ses objectifs, notamment en mettant immédiatement fin aux hostilités et en libérant les prisonniers politiques. L'Ambassadeur du Japon à Djouba en personne a également insisté là-dessus auprès du Président Kiir, du Premier Vice-Président, M. Deng Gai, et du Ministre des affaires étrangères. Le Japon appelle de nouveau toutes les parties à cesser les hostilités.

Enfin, en ce qui concerne le déploiement de la Force de protection régionale, nous espérons qu'il sera bientôt achevé, notamment en réglant rapidement les questions d'attribution des terres et en accélérant les processus administratifs. À cette fin, le maintien de la coopération entre les pays fournisseurs de contingents, le Secrétariat et le Gouvernement sud-soudanais est important.

Le Président (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

La Chine remercie le Sous-Secrétaire général Wane et le Président Mogae de leurs exposés respectifs.

Récemment, grâce aux efforts conjoints du Gouvernement sud-soudanais et des parties concernées, des progrès ont été accomplis dans le cadre du processus politique national. Dans le même temps, la situation globale reste complexe et grave. Le pays est en effet confronté à de sérieux problèmes dans les domaines politique, sécuritaire, économique et humanitaire.

Un règlement politique est le seul moyen de remédier à la situation actuelle. La réalisation de cet objectif exige, d'une part, que le Gouvernement et le peuple sud-soudanais accentuent leurs efforts et, d'autre part, que la communauté internationale renforce son appui. Il faut créer des synergies sur les deux fronts. Un règlement doit être basé sur les conditions réelles dans le pays, traiter les causes profondes de la situation et rechercher un large appui en faveur d'un règlement.

Premièrement, il faut accorder la priorité à l'accélération du processus politique dans le pays et maintenir sa stabilité. Le Gouvernement sud-soudanais déploie des efforts louables pour maintenir la paix et la

stabilité intérieures. Le Président Kiir a officiellement lancé le dialogue national en mai et annoncé un cessez-le-feu unilatéral, créant ainsi des conditions favorables à la facilitation du processus politique.

Le Gouvernement sud-soudanais a conclu un accord avec certains groupes d'opposition, ce dont la Chine se félicite. Nous espérons que la communauté internationale continuera d'appuyer pleinement le rôle directeur que joue le Gouvernement sud-soudanais dans le règlement des problèmes internes, renforcera sa communication et sa coordination avec le Gouvernement et, dans le même temps, qu'elle renforcera sa collaboration avec les parties concernées et les exhortera à abandonner l'option militaire pour se réorienter vers l'action politique. Il est également important d'ouvrir davantage le dialogue national et de régler les différends sur la base du dialogue et de la négociation afin de renforcer la confiance mutuelle.

Deuxièmement, il importe de continuer à appuyer le rôle directeur des organisations régionales et sous-régionales dans l'exécution de leurs bons offices. Les organisations régionales, notamment l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), font jouer leurs avantages uniques et ont intensifié leurs bons offices. Récemment, l'IGAD a tenu un sommet extraordinaire et une réunion du Conseil des Ministres sur le Soudan du Sud au cours de laquelle elle a tenu des délibérations constructives sur les mesures à prendre pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du conflit dans la République du Soudan du Sud, et elle a formulé des idées et des propositions. La Chine s'en félicite. Elle salue la tenue par l'IGAD du Forum de haut niveau pour la revitalisation et espère que les organisations régionales continueront d'intensifier les échanges, la communication et la coordination avec le Gouvernement, enverront un message unifié au monde extérieur et œuvreront en synergie à un règlement politique.

Troisièmement, il importe de renforcer l'aide humanitaire et économique apportée au Soudan du Sud. En conséquence du conflit persistant, les fondements socioéconomiques du Soudan du Sud ont été gravement endommagés, et la voie du développement économique est semée d'embûches du fait d'une sécheresse prolongée et d'autres conditions climatiques extrêmes. Le pays est aujourd'hui confronté à un grave risque de famine. La communauté internationale doit mieux cibler et coordonner son assistance, en accordant la priorité aux domaines dans lesquels sont utilisées des infrastructures cruciales, notamment l'agriculture, l'irrigation et les routes, afin d'améliorer les conditions du développement économique et social dans les plus brefs délais et d'améliorer le niveau de vie des populations locales pour favoriser une reconstruction nationale qui permettra d'éliminer progressivement les causes profondes du conflit en cours.

La Chine salue les efforts que déploie la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) dans le cadre de son mandat et le rôle important qu'elle joue dans le maintien de la paix et de la stabilité au Soudan du Sud. Nous espérons que le Secrétariat et la MINUSS renforceront leur communication avec le Gouvernement sud-soudanais, régleront de manière satisfaisante les problèmes concernant leur coopération et amélioreront le fonctionnement et l'efficacité de la MINUSS afin qu'elle soit en mesure de réagir plus efficacement face à des situations complexes.

Le Gouvernement chinois a toujours appuyé le processus de paix au Soudan du Sud, et il fournit une assistance à ce pays dans la limite de ses capacités, aux niveaux bilatéral et multilatéral. Il y a plusieurs jours, par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial, la Chine a fourni une aide alimentaire s'élevant à 5 millions de dollars au Soudan du Sud, et elle a fourni par des canaux bilatéraux 8 750 tonnes d'aide alimentaire et des vaccins contre le paludisme d'une valeur de 5 millions de yuan pour aider le peuple sud-soudanais à lutter contre la famine et cette maladie.

Récemment, la Chine a déployé plus de 1 000 soldats de la paix au Soudan du Sud, et la Médaille de la paix des Nations Unies a été remise à 331 soldats du bataillon du génie chinois et des équipes médicales déployées au Soudan du Sud. La Chine continuera de jouer un rôle constructif pour aider le pays à réaliser une paix, une stabilité et un développement durables.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole à M. Mogae, qui va répondre aux questions et commentaires formulés.

M. Mogae (*parle en anglais*) : Je n'ai pas compris la question du représentant du Sénégal, et je me demande s'il pourrait la répéter.

M. Seck (Sénégal) (*parle en anglais*) : Les membres du Conseil de sécurité ont demandé ce qu'il importe, à votre sens, que le Conseil fasse maintenant qu'il est généralement reconnu que la région et la

sous-région, avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union africaine et l'ONU, qui est l'organe universel, doivent harmoniser leurs approches pour aider le Soudan du Sud à s'extraire de cette crise extrêmement difficile. Nous nous posons cette question parce que nous tiendrons des consultations à ce sujet dans quelques minutes. Étant donné que les consultations sont sur le point de commencer, le Président se demandait si vous aviez réfléchi à ma question.

Le Président (*parle en chinois*) : M. Mogae peut-il apporter des éclaircissements sur ce point?

M. Mogae (*parle en anglais*) : Si la question est de savoir ce que je souhaite, je souhaite que l'ONU, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) s'expriment d'une même voix. Voilà ce que je veux qu'elles fassent. À l'heure actuelle, leurs approches ne sont pas tout à fait identiques et les Sud-Soudanais continueront de profiter de ces divergences. Par ailleurs, je pense que les dirigeants de l'Union africaine, de l'IGAD et de l'ONU pourraient peut-être faire preuve de beaucoup plus de fermeté vis-à-vis des autorités sud-soudanaises lorsqu'ils les avertissent du sérieux de leurs intentions.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan du Sud.

M. Malwal (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un plaisir et un honneur que de prendre la parole au Conseil de sécurité sous votre présidence, Monsieur le Président. Je voudrais d'emblée vous féliciter, ainsi que votre délégation, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de juillet et de votre gestion avisée du Conseil pendant ce mois. Soyez assuré du plein appui et de l'entière coopération de ma délégation aux efforts que vous allez déployer durant les derniers jours de votre présidence.

Je tiens également à saisir cette occasion pour remercier le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. El-Ghassim Wane, et l'ancien Président Festus Mogae, Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, qui se joints à nous depuis Djouba.

Je souhaite réaffirmer que le Gouvernement provisoire d'union nationale est attaché au déploiement de la Force de protection régionale. Nous sommes heureux d'indiquer que des faits nouveaux positifs sont survenus concernant le déploiement de la Force, puisqu'une partie des équipements des unités et contingents se trouve déjà à Djouba. En outre, nous sommes ravis d'informer le Conseil que, le 18 juillet – il y a tout juste deux jours –, le Gouvernement provisoire d'union nationale a enregistré des progrès bienvenus concernant le projet de guichet unique en nommant le personnel recruté sur le plan national. Comme les membres du Conseil le savent, ce guichet unique a vocation à remédier aux obstacles qui entravent les activités de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), notamment en facilitant les formalités de dédouanement du matériel et des fournitures. Le Gouvernement provisoire d'union nationale souhaite continuer à travailler en étroite collaboration avec la MINUSS et les acteurs humanitaires pour régler toutes les questions en suspens, et fait montre de la volonté politique nécessaire à cet égard.

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier les organisations humanitaires de leur mobilisation constante et à grande échelle depuis le début de la crise, ainsi que de leur inlassable détermination à œuvrer avec le peuple sud-soudanais dans les conditions difficiles auxquelles elles sont confrontées. Bien que l'alerte à la famine ait été levée au Soudan du Sud, ce qui dénote une amélioration de la sécurité alimentaire, la situation humanitaire reste désastreuse. Nous continuons d'exhorter les amis du Soudan du Sud et la communauté internationale à honorer les engagements qu'ils ont pris afin de combler le déficit de financement de l'action humanitaire dont souffrent diverses organisations humanitaires.

Comme cela a été souligné lors de la séance d'information le mois dernier (voir S/PV.7982), le Dialogue national a entamé ses travaux et progresse de manière satisfaisante. Il s'impose de signaler ici que les coprésidents du Comité directeur ont commencé à tendre la main aux autres parties prenantes, au Soudan du Sud comme ailleurs, afin de les amener à rejoindre l'initiative du Dialogue national. L'un des coprésidents du Comité directeur a conduit une délégation en Afrique du Sud pour y rencontrer M. Riek Machar, lequel a malheureusement refusé de leur accorder une audience. C'est particulièrement regrettable, d'autant que le Dialogue national est censé être un forum dans le cadre duquel les Sud-Soudanais. y compris M. Riek Machar, peuvent exprimer leurs vues et leurs revendications,.

Le Gouvernement demande donc instamment à M. Riek Machar et aux autres groupes d'opposition armés de revoir leurs positions vis-à-vis du Dialogue national. Le Dialogue national ne sera sans exclusive que s'ils y participent aussi, mais sa réussite ne dépend pas de leur

participation. Il serait donc judicieux qu'ils mettent leur amertume personnelle de côté et qu'ils rejoignent les initiatives visant à faire prévaloir un règlement pacifique et durable pour le peuple sud-soudanais.

Pour terminer, le Gouvernement provisoire d'union nationale remercie de nouveau l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'Union africaine, l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale du rôle qu'elles jouent pour tenter de restaurer une paix, une stabilité et une prospérité durables au Soudan du Sud. Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud convient avec la communauté internationale que cela ne peut être que le fruit d'un processus politique approuvé et accepté par le peuple sud-soudanais. C'est dans cet esprit que le Gouvernement provisoire d'union nationale a entériné la récente résolution du Sommet de l'IGAD tendant à la tenue d'un débat de haut niveau dans le but de revitaliser la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan du Sud. En conséquence de la résolution que je viens d'évoquer, il nous est agréable d'annoncer que les Ministres des affaires étrangères de l'IGAD se réuniront à Djouba dans les prochains jours, et nous tenons à leur souhaiter plein succès dans leurs délibérations.

Le Président (*parle en chinois*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 20.